

Opération d'Intérêt National de la plaine du Var : Le mauvais choix !



1- Cela fait plus d'un an que l'OIN a été décidée par la volonté de Christian Estrosi. Depuis cette date aucune concertation, **aucun débat public ni avec les populations ni avec les élus concernés.**

Une nouvelle fois, dans ce département une opération importante est lancée sans que les habitants des Alpes-Maritimes ne soient informés ni ne donnent leur avis. Ceci est pour nous le vrai scandale.

Comment envisager, étudier, élaborer sur un des derniers territoires à enjeu de notre département, un bouleversement de ce périmètre sans que les hommes et les femmes qui y vivent puissent s'exprimer ?

Nous demandons l'organisation d'un referendum d'initiative populaire afin que les citoyens donnent leur avis !

Cela est d'autant plus important que les communes qui formaient les Côteaux d'azur sont au centre de l'OIN et que, contrairement à ses engagements de campagne électorale lors des municipales, le maire de Carros après avoir cassé la Communauté de communes, a rejoint Christian Estrosi à la CUNCA votant son budget et, de fait, trahissant ses électeurs.

Pour nous l'OIN c'est ni plus ni moins que la préfiguration de la métropole azurée et c'est ce qu'ont bien compris aussi les élus de droite de l'Ouest du département.

D'ailleurs, le ministre – maire de Nice – vice-président de l'OIN en joue, annonçant des « prises de guerre » comme Schneider quittant Sophia Antipolis.

2- L'autre scandale c'est que le « passage en force » pour le grand stade et le centre des congrès éludent complètement les questions essentielles :

- Préservation des terres agricoles,
- Sauvegarde des fleuves,
- Devenir des nappes phréatiques,
- Productions énergétiques,
- Traitement des déchets,
- Construction de **logements sociaux.**

3- Troisième problème, la Direction Territoriale d'Aménagement (DTA) existe toujours !

4- Elus, nous serons les garants au Conseil régional de l'intervention de celui-ci **exclusivement** sur les compétences régionales : transports ferroviaires, gares multimodales !

Nous refusons de cautionner la participation du Conseil régional à hauteur de 15% au fonctionnement de l'OIN.

De nombreuses autres raisons nous confortent dans notre positionnement.